



## DÉCLARATION LIMINAIRE CDAS 25/03/2022

Budget en cohérence avec les ambitions locales du secrétariat général, celui-ci est comme tous les ans, amputé. Depuis 2020, le budget de l'action locale Girondin, aura été diminué de près de : 6 500 € !

Côté RH, également en cohérence avec les ambitions : amputé aussi, d'ores et déjà, avec le départ d'une collègue de la délégation 33, non remplacée à ce jour.

2022 est donc bien, en effet, « l'année de mise en œuvre de la réforme de l'action sociale départementale, dont le projet prévoit la mise en œuvre d'un niveau régional... »

Faut-il voir dans la vacance du poste de la délégation, la mise en œuvre anticipée des effets de la réforme de l'action sociale au niveau de notre département avant même sa mise en œuvre effective ?

Car si la note d'orientation affirme que « la nouvelle organisation ne remettra pas en cause ni le contenu des missions du réseau, ni le maintien d'un réseau de proximité adapté aux situations locales », force est de constater qu'avant même l'application de la réforme, cette absence non remplacée n'augure rien de bon pour la suite ... la déléguée se voyant déjà infligé la nécessité d'y pallier afin d'assurer la continuité de service.

**Cette vacance est inacceptable, nous demandons son comblement immédiat.**

De même que l'offre sociale en matière de résidences de vacances a été réduite drastiquement, nous sentons poindre le prochain chantier « acquis-victime » de la réforme de l'action sociale : **la restauration collective !**

La crise COVID et la prise de distance impérieuse qu'elle a engendrée auprès des agents, tombe à point nommée, pour une administration qui cherchait depuis des années à réduire, l'offre de restauration collective. Rappelons qu'en 2021, 15 restaurants auront été purement et simplement fermés.

Pire ! De nouvelles entités de travail, calibrées pour des centaines d'agents, ne prévoient même plus de mode de restauration collective du tout, tel le bâtiment Insight à Bordeaux....

Tel est planté le décor nouveau d'une administration, à l'Action sociale « réformée », qui, sous couvert de modernisation, d'adaptation, covid ou pas, ne prévoit plus d'aménager les conditions de vie collectives au travail. Probablement l'aboutissement d'une logique qui va permettre de faire des économies, assurément financées par les suppressions d'acquis historiques.

C'est bien le collectif social, qui est ou va être atteint dans ses structures, à chacun de se débrouiller désormais, entre sandwichs et gamelles ...

Cela fait des mois que les agents de notre Administration subissent une dégradation de leur niveau de vie entre les menaces sanitaires et bientôt les conséquences financières de la guerre en Ukraine.

Nous vivons en outre, blocage du point d'indice depuis 2017, perte de pouvoir d'achat ainsi que des bouleversements professionnels d'ampleur qui impactent nos structures de travail, nos missions, nos affectations géographiques, et les liens humains ...

Les structures éclatent, ou fusionnent aux 4 coins du département, et même au-delà, les repères professionnels et humains, engloutis sous les autels des funestes réformes ...

**Amoindrir l'offre en matière d'action sociale ne peut qu'amplifier la déstructuration du collectif, et en rajouter au mal être ambiant, voire à la souffrance au travail.**

Nous estimons qu'il est temps de calmer le jeu aujourd'hui.

Nous estimons que notre Administration a tout intérêt à stabiliser et à renforcer les liens existants, à recréer du collectif autrement qu'en se préoccupant de détruire les acquis sociaux.

**Elle devrait en ces temps troublés renforcer son action sociale et non pas s'acharner à faire des économies sur son dos.**